

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1235 du 28 avril 2015 | www.libres.org

Hebdomadaire 1€

1981-2015 | 35ème année de parution



Sabine
NOURRIÏT

SOMMAIRE DU N°1235

EDITORIAL : Le 1er Mai n'est plus ce qu'il était pp.1-2

CONJONCTURE : L'avenir des banques universelles en question p. 3

ACTUALITES : Expulsons les propriétaires p. 4 - La face cachée de Le Corbusier p. 5 - Tous les voyants sont au vert p. 5

ACTUALITE DU LIBERALISME : pp. 6-7

LU POUR VOUS : p. 8

Le 1er Mai n'est plus ce qu'il était

En ma qualité de vieux militant cégétiste, je vous le dis sincèrement : le 1er mai n'est plus ce qu'il était.

Jadis, avec les camarades, nous vendions du muguet au coin des rues au bénéfice de nos cellules. Aujourd'hui, ce sont les roms, ou des associations caritatives, qui nous ont remplacés. Nous ne pouvons pas être au four et au moulin : vendre du muguet, faire des ventes militantes de l'Huma et défiler. D'ailleurs, aujourd'hui nous sommes à l'aise, grassement subventionnés par l'Etat et parfois même par les organisations patronales. Nous allons donc nous contenter de défiler. J'ai fait le tour de ceux qui ne seront pas en vacances en Thaïlande, ou au Portugal ou en Grèce (pays ami) : on va se trouver une petite centaine. Heureusement nous nous arrangeons toujours

avec les chaînes de télé pour que les prises de vue laissent croire que nous sommes aussi nombreux que les gens de la Manif pour tous.

Non, ce n'est plus ce que c'était ! C'était pourtant beau, la fête du travail. Le travail, base de toute valeur, le travail, capital vivant exploité par le capital mort, qui n'est autre que du travail accumulé par les travailleurs spoliés par les capitalistes qui ont inventé le droit de propriété pour mieux effacer le droit des travailleurs. Jadis, on célébrait la lutte des classes, les victoires du prolétariat. Aujourd'hui on a remporté toutes les victoires : la durée légale du travail, le salaire minimum, le blocage des licenciements, bref : le code du travail. >>

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

www.libres.org

Le 1er Mai n'est plus ce qu'il était (suite)

Heureusement il y a encore des politiciens et des économistes qui rappellent dans leurs discours et écrits que le travail est la base de toute valeur. Pas de travail, pas d'argent –disent-ils. J'en connais pourtant qui vivent bien sans travailler. Ils confirment ce que disait un penseur du XIX^{ème} siècle, un certain Bastiat, député qui votait tantôt à gauche tantôt à droite : « *Depuis que l'homme a été condamné à gagner son pain à la sueur de son front, il n'a cessé de chercher à gagner son pain à la sueur du front des autres* ». Et Bastiat d'expliquer : il y a eu l'esclavage, mais il est révolu, il y a le vol, mais il est puni, reste l'Etat, « *la grande fiction sociale à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde* ».

Oui, le travail est pénible, c'est un fait. Heureusement on s'occupe maintenant de la pénibilité du travail. J'ai apprécié que le pouvoir de gauche (même s'il nous a trahis) ait mesuré avec précision la pénibilité. Auront des points de pénibilité ceux qui auront « *levé ou porté des charges unitaires de 15 kilos, voire de 250 kilos si elles sont poussées ou tirées...déplacé avec une charge unitaire de 10 kilos à une hauteur située au-dessus des épaules...ou accroupi ou à genoux, en position du torse fléchi à 45°... et le tout pendant une durée minimale de 60 heures par mois* ». Voilà un beau texte ; il est vrai que les patrons l'ont accepté pour ne pas tuer le travailleur, la poule aux œufs d'or.

Car c'est le travail, et seulement le travail, qui est source de richesse et de profit. Même les grands économistes dont on nous a parlé (Adam Smith et Ricardo si je me rappelle les noms), ont découvert que la valeur d'un produit se mesure toujours au nombre d'heures de travail qui ont été nécessaires à l'ouvrier pour le fabriquer. Voilà au moins une valeur objective, elle ne se discute pas.

« Le travail est pénible : autant vivre sans travailler »

J'ai entendu des ultralibéraux dire le contraire, prétextant que l'économie est faite pour les consommateurs et pas pour les producteurs. C'est l'utilité pour l'acheteur qui le décide à payer le prix. Donc, ils admettent qu'une paire de ski vaille moins cher l'été sur les plages que l'hiver sur les pistes. Pourtant, le ski est fait avec la même matière et avec le même nombre d'heures de travail. La valeur « subjective », quelle ineptie ! Le Bastiat en question a même soutenu que la valeur est attachée au service rendu aux autres, libre à chacun de savoir comment satisfaire les besoins des autres pour se payer de quoi satisfaire ses propres besoins !

Où va-t-on si on raconte que l'économie et le marché reposent sur la solidarité entre les êtres humains du monde entier, alors que nous savons bien qu'il n'y a que lutte des classes et défense du travail national contre le travail des étrangers qui viennent manger notre pain !

Heureusement, la droite elle-même s'est rendue à la réalité : ses leaders plaident un « travaillisme à la française », ou prônent l'association capital-travail, ou le partage des profits entre actionnaires et salariés pour désamorcer la lutte.

Vous le voyez : j'ai gardé la foi, la flamme prolétarienne m'anime toujours, et c'est ce qui fait ma fierté d'être travailleur et français, alors que les riches ne vivent que de la spéculation et de l'exploitation des pauvres. Le PS dont la télévision a donné les chiffres qui montrent que l'écart entre riches et pauvres, grand économiste du monde (Piketty je crois) a montré que l'écart entre revenus du capital et du travail, n'a cessé de se creuser. Voilà de quoi se mobiliser à nouveau, descendre dans la rue à l'occasion du 1er mai. Français, retrouvons nous les manches, notre travail n'attend pas : redonner au 1er mai l'éclat d'une fête de l'Internationale !

« Face à la mondialisation capitaliste l'Internationale socialiste »

PS La Nouvelle Lettre a aimablement accepté de me donner l'occasion de parler des travailleurs et du progrès social apporté par le syndicalisme et le communisme. Je remercie en particulier le camarade Garello.

Jacques Garello

L'avenir des banques universelles en question

Que sont donc les « banques universelles »? Longtemps appelées les « banques bazars », l'Allemagne a été leur territoire d'élection dès le 19^{ème} siècle. On peut tout y trouver : opérations de dépôts et de crédits à court terme, investissements à long terme, participations ou gestion de fortunes. Actuellement des changements s'opèrent, notamment au sein des banques européennes. Le plus spectaculaire est sans doute celui de la Deutsche Bank, qui semble rompre avec sa tradition de banque universelle.

S'interroger sur le sens et les perspectives de ces restructurations bancaires est nécessaire au moment où on débat du rôle que les banques doivent jouer pour relancer la croissance.

Les structures bancaires : embarras du choix

Le contraire de la banque universelle c'est la spécialisation bancaire, dont Henri Germain, fondateur du Crédit Lyonnais à la fin du 19^{ème} siècle, s'était fait le champion. Pendant longtemps le législateur français a obligé les banques (nationalisées de 1945 à 1986) à se classer en « banques d'affaires » ou en « banques de dépôts ».

Des restructurations diverses

La crise de 2008 a mis en évidence les défauts de diverses structures bancaires, des réformes ont été proposées, ou imposées par la législation mondiale (Banque des Règlements Internationaux sise à Bâle). Les banques universelles sont-elles plus fiables que les autres ? Leur poids les met à l'abri de faillites soudaines : « too big to fail » on ne peut imaginer que le scénario de Lehman Brothers se repro-

En réalité le spectre des banques est très étendu. En allant d'un pôle à l'autre, on trouve grosso modo : les banques de dépôts (appelées aujourd'hui banques de détail) dont l'activité consiste à recevoir des dépôts à court ou moyen terme et à accorder des crédits aux entreprises et aux ménages, les banques spécialisées attachées à un secteur de l'économie (crédit foncier, immobilier, mari-

time, artisanal), les banques d'investissements (qui disposent de fonds propres ou de ressources à long terme pour s'engager dans des crédits à long terme et des participations), les banques gestionnaires de fortunes. Depuis quelques décennies, les banques vont au-delà de leur métier traditionnel pour faire de l'assurance, des fonds de pension, etc. d'où le nom de banque universelle.

duise, l'Etat les secourra. Mais aujourd'hui la banque de détail est d'une rentabilité très faible, les crédits courants rapportent peu (taux d'intérêt en baisse permanente) et les épargnants veulent des placements rémunérateurs. Le contact avec une clientèle élargie exige un personnel peu qualifié mais coûteux. A l'autre extrême, la gestion de fortunes, assurée par des conseillers très compétents pour une clientèle

ciblée, est d'un bon rapport. C'est sans doute le calcul qu'a fait la Deutsche Bank en se séparant de l'une de ses filiales, la Postbank, banque postale d'Etat rachetée en 2010. Pour cette reprise, il y a des candidats comme BNP Paribas ou Santander. Car ces deux banques font la démarche exactement inverse de celle de Deutsche Bank : elles se veulent toujours universelles, comme la Société Générale d'ailleurs.

Transformation ou sélection ?

Le fond du problème est celui des risques bancaires et de leur sélection. L'argument de la spécialisation bancaire est facile à comprendre : on ne peut employer dans des investissements à long terme des ressources à court terme, transformer une épargne volatile en un engagement durable. Donc les investissements doivent se financer avec des fonds propres de la banque et des ressources durables (comptes à terme, assurances vie ou fonds de retraite, etc.). Seuls des crédits de faible importance peuvent être accordés sur de l'épargne à vue. Sans doute (et nous en avons déjà parlé) les crédits font les

dépôts (loans make deposits) : comptablement, les crédits s'inscrivent à l'actif du bilan de la banque et des dépôts « réflexes » proviennent des crédits accordés. Mais la voie du risque est ouverte.

Le risque est accru quand les banquiers ne font plus un travail rigoureux de sélection de la clientèle. La sélection est associée à la confiance, donc à la connaissance réelle de l'épargnant et de l'emprunteur. Les banquiers sont des « intermédiaires financiers » qui rapprochent des personnes qu'ils ne connaissent pas toujours. Par la taille de la banque, la noria du personnel, on délègue à

l'ordinateur le soin d'accepter ou de refuser. Et c'est la grande menace qui pèse sur les banques

Cette menace est d'autant plus grave en Europe que le financement de l'économie passe davantage par l'intermédiation bancaire que par le marché financier. Aux Etats-Unis, les investissements se font surtout en bourse avec une multitude d'opérateurs qui n'ont pas à se connaître mutuellement. En Europe, on confie aux banques une mission difficile qui a été assumée pendant deux siècles par des banques certes, mais des banques qui n'étaient pas universelles, elles étaient personnelles. •

Expulsons les propriétaires

Sylvie Pinel annonce la « prévention des expulsions locatives »

Quand on ne peut pas expulser les locataires, il n'y a qu'une façon de préserver l'harmonie sociale : expulser les propriétaires. La ministre du Logement s'y emploie.

Les droits des locataires

Le 31 mars a marqué la fin de la trêve hivernale : les locataires qui n'ont pas payé leur loyer peuvent désormais être expulsés. Mais dans l'état actuel des textes et de la pratique, l'expulsion ne se fera pas avant quelques mois – jusqu'à deux ans dit-on. C'est encore trop pour Sylvie Pinel. Elle envisage une « charte de la prévention de l'expulsion » Il s'agit, dit-elle, de donner plus de droits aux locataires face aux bailleurs qui auraient l'intention de les faire payer.

Elle est bien dans la logique de la lutte des classes qui inspire depuis un siècle au moins le droit immobilier : le propriétaire capitaliste exploitant le locataire exploité. Que n'a-t-on déjà fait pour ce prolétaire ?

Le bailleur a perdu toute liberté contractuelle ; les loyers sont contrôlés et parfois même bloqués dans les « zones sensibles » ; l'aide au logement (APL, ALF, ALS) est dispensée à un foyer français sur deux ; le « droit au logement opposable » est devenu un principe opposé au droit de propriété ; le logement dit « social » n'est pas seulement un recours, c'est une obligation. Et cette liste d'interventions va désormais s'allonger : l'expulsion, déjà laborieuse, va devenir impraticable.

La « charte de prévention »

L'expulsion est actuellement une affaire difficile, qui s'opère dans un délai minimum de quatre mois (signification au locataire et exécution) qui est devenu pure théorie, et un délai effectif de un à deux ans (action en justice). Madame Pinel veut la rendre impraticable et permettre au locataire de se maintenir dans les lieux. Tout d'abord l'expulsion ne saurait s'exécuter à l'encontre des « locataires de bonne foi », auxquels on continuerait à verser les allocations logement pour leur permettre de se mettre en règle.

Mais, pour prendre le mal à la racine, la ministre prévoit de mettre en place des « logements très sociaux » à des niveaux de loyer et de charges inférieurs à ceux pratiqués dans le parc social afin d'aider les ménages cumulant des difficultés financières et sociales à se loger ».

L'annonce surprend les professionnels.

Du logement social au logement très social

Il ne fait aucun doute que le logement social, base de la politique du logement depuis bientôt un siècle, a conduit à l'échec puis à la crise. L'échec est social, économique, financier et juridique. Mais qu'importe ? L'essentiel est de collectiviser la France, les lois Gayssot (SRU) et Duflot (ALUR) imposent aux communes un quota de logements sociaux de 30 %, et des pénalités récemment alourdies pour le non respect du quota. Que serait donc un « logement très social » ? Il s'agit sans doute de logements dont on ne peut pas être expulsé ! Ce qui ouvre deux possibilités : ou bien il s'agit du parc public et les organismes de gestion s'interdisent d'infliger la moindre sanction aux locataires dans leur tort, ou bien il s'agit du parc privé et les propriétaires sont purement et simplement dépouillés de leur patrimoine !

On peut évidemment soutenir que les propos de la ministre ont été mal choisis et qu'elle aurait voulu dire que le « logement très social », c'est le logement social en mieux ...

Les rapports locatifs détruisent les patrimoines

On ne peut prendre à la légère une affaire qui est peut-être l'un des éléments majeurs de la crise du logement en France. La rentabilité de l'immobilier locatif est déjà très faible, à cause des coûts de la réglementation (plans locaux d'urbanisation, permis de construire, normes écologiques, etc.), du contrôle direct ou indirect des loyers et de la fiscalité immobilière et personnelle. Mais le comble est atteint lorsque le propriétaire ne tire plus aucun revenu de son investissement et en retire au contraire beaucoup d'ennuis, de conflits, de procédures. Il faut se rappeler que le propriétaire n'est pas nécessairement une personne très riche, mais très souvent un ménage très modeste qui a voulu se prémunir contre l'incertitude des retraites.

Finalement, on comprend comment l'incertitude des rapports locatifs est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Il y a six ans, le gouvernement avait inventé la GRL, garantie des risques locatifs : l'Etat assurait les propriétaires en particulier contre le risque de non paiement ; mais l'engagement n'a pu être tenu. En 2013, la GRL est devenue la GUL garantie universelle des loyers, mais elle n'a pas plus de consistance réelle.

Ainsi l'investissement privé est-il lui-même découragé, la construction est-elle bloquée, et quand le bâtiment ne va pas, rien ne va. Et quand le patrimoine est détruit, la liberté est détruite aussi. •

La face cachée de Le Corbusier

Roger-Pol Droit dans *Les Echos* démasque les vraies convictions du « Fada »

A Marseille sa Cité Radieuse est appelée « *la maison du Fada* ». Le Corbusier n'a pas convaincu les gens qui ont habité dans ce monument de béton conçu pour qu'on vive en communauté fermée. Pourtant, Le Corbusier est admiré, le discours prononcé par Malraux à l'occasion des obsèques de l'architecte est célèbre. Et on va fêter le cinquantenaire de sa mort en grande pompe.

Dans les Echos de vendredi dernier, le philosophe Roger-Pol Droit éclaire d'une lumière assez crue les convictions et le comportement de celui qui passe pour un grand homme. Ses convictions, il

les a affichées à plusieurs reprises : antisémite, admirateur de Hitler et Mussolini. Sa conception architecturale prolonge ses opinions politiques : le collectivisme, la planification doivent s'inscrire dans l'urbanisme. Il souhaite « *une société en ordre, virile, hygiénique, rationnelle* » pour « *créer une race solide et belle, saine* » (1937). La ville doit se concevoir en conséquence : « *Classez les populations urbaines, trie, refoulez ceux qui sont inutiles dans la ville* ».

Roger-Pol Droit s'étonne que ce « fascisme en béton », qui s'étale dans de multiples écrits publiés et bien connus des spécialistes, ait

trompé la vigilance de nos contemporains. Il avance une explication politique : en 1945, Le Corbusier a eu la sympathie des communistes et des gaullistes de gauche, dont Malraux évidemment.

En ce qui nous concerne nous voyons dans Le Corbusier un des artisans de la destruction post-moderne, dénoncée par Jean François Mattéi : briser les racines de la culture occidentale et chrétienne.

Jadis on bâtissait des cathédrales, maintenant certains veulent construire des prisons. •

Tous les voyants sont au vert

Au vu des chiffres du chômage la propagande officielle devient grotesque

Mais qui veulent-ils impressionner ? Les électeurs et l'opinion publique française ? Les autorités de Bruxelles et les marchés financiers pour leur faire croire que l'économie française est en sortie de crise ? Qui les croira ?

François Rebsamen, ministre du travail, a trouvé un argument pour rassurer tout le monde. Certes, le taux de chômage a dépassé 3.500.000 pour les demandeurs d'emplois de catégorie A, et 5.700.000 pour les catégories A+B+C, mais il a augmenté au cours du 1er trimestre 2015 à un rythme inférieur à celui du 1er trimestre 2014. Comparons encore mars 2015 à décembre 2014 : le nombre de nouveaux chômeurs a été le même. La bonne tendance se confirme !

A point nommé, un rapport de France Stratégie et de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques au Ministère du Travail, dont l'objectivité n'est donc pas en cause) apporte une vraie bouffée d'oxygène : entre 2012 et 2022, il y a eu et il y aura 615.000 fins de carrière chaque année. Voilà des places libres pour les chômeurs actuels, et le rapport de détailler dans quelles branches de l'économie l'appel du vide se fera sentir. C'est une bonne nouvelle à un double point de vue, théorique et pratique.

La théorie établit en effet que la meilleure façon de résorber le chômage en France est de faire glisser progressivement la population active vers la population inactive : interdire la demande d'emploi pour les jeunes de moins

de 25 ans, pour les femmes mariées.

Quant à la pratique, on va applaudir à la situation des futurs retraités : de moins en moins de cotisants et de plus en plus de pensionnés. Le régime des retraites par répartition montrera alors toute son efficacité ! Par ironie sans doute, Les Echos de ce matin titrent à la une : « *Le rapport qui donne encore de l'espoir* ».

La vente des Rafales (conditions de paiement à fixer) peut aussi faire les beaux jours de la propagande officielle pendant une semaine ou deux. Les enlèvements de fillettes et les tremblements de terre sont aussi les bienvenus. Par comparaison qu'importe le chômage ? •

Actualité des Républicains

Donc, le choix de Sarkozy est fait : l'UMP est morte, vivent Les Républicains.

Liberté Egalité Fraternité

Ma première réaction a été celle d'un ras-le bol. Nous sommes rassasiés de République, de valeurs de la République. Pas un seul discours, pas un seul événement sans référence à ces fameuses valeurs républicaines.

Si elles sont vraiment, comme on le dit, la laïcité, la citoyenneté, la solidarité, je ne les cultive pas particulièrement. Je leur préfère les valeurs théologiques : la foi, l'espérance et la charité.

Un choix tactique

Certains de mes amis, spécialistes en communication ou en polémologie, m'ont persuadé que Sarkozy avait raison parce qu'il coupait l'herbe sous les pieds de la gauche. Désormais, destiné à contrer le Front National, le « Front Républicain » n'a pas pour épicerie le PS mais l'UMP renommée.

Cette habileté a déchaîné le courroux de la gauche, car eux

Un choix de société ?

Si le choix de Sarkozy participe d'un choix tactique, s'il est un simple leurre pour des électeurs qui s'en tiennent à des apparences, j'admets l'habileté de la manœuvre. Mais pour autant, je ne crois pas que le

Si l'égalité signifie l'égalitarisme, la négation du mérite, la punition du succès, l'écrasement de la personnalité, je ne l'admets pas.

Si la liberté signifie la licence, le laisser aller, l'impunité, le mariage pour tous et la location des ventres, ma morale chrétienne s'y refuse ; pour moi il n'est de liberté des actes qu'ordonnée à la dignité de la personne humaine.

entendaient s'approprier la référence à la République. Désormais ils doivent se résigner à se dire socialistes, à moins qu'ils préfèrent se présenter comme Démocrates ou Populaires. Mais Démocrates aurait une consonance trop américaine et Parti populaire aurait un écho totalitaire (en souvenir des démocraties populaires passées ou des présentes républiques populaires d'Afrique).

débat politique doit se réduire à changer le nom d'un parti. On a déjà vu les mues du serpent gaulliste depuis son origine : RPF, UN Vème, UNR, UDR, RPR, UMP. Mais ces sigles n'ont jamais rien signifié,



Si la fraternité signifie la solidarité obligatoire, la redistribution aveugle, la Sécurité sociale, je ne peux me résoudre à la pratiquer.

Bastiat, républicain convaincu, disait à ce propos : « La fraternité ? Les avantages pour moi, les charges pour les autres ».

Du même coup, Sarkozy s'annexe toutes les valeurs de la République, donc il peut séduire une gauche modérée qui continue à croire aux rêves de la Révolution Française. Il peut aussi se présenter comme le pendant européen des Républicains américains et s'attirer ainsi la sympathie de conservateurs qui n'aiment pas Obama (mais le problème est qu'Obama et Sarkozy sont liés d'amitié).

sauf un remaniement de circonstance.

Lorsque Jacques Chirac a fondé le RPR, a-t-on cru longtemps que la page du gaullisme était tournée ?

A la rigueur, UMP avait au moins le mérite de dire la vérité : le nouveau parti n'avait d'autre ciment que de constituer une majorité présidentielle.

De ce point de vue, je ne vois pas en quoi « Les Républicains » annoncerait un choix de société. Or, c'est bien de cela qu'il s'agit. Comme vous sans doute je n'attends rien d'autre de cette échéance de 2017

Patience : on y viendra

Incidentement, Sarkozy a laissé entendre que *Les Républicains* vont se mettre à l'ouvrage. Ils vont nous concocter un programme qui donnera son plein sens à l'envol du nouveau parti. Mais quel ouvrage ? On n'a à cette heure qu'une certitude : il n'y aura pas place pour des dissensions une fois le programme arrêté. Nicolas Sarkozy ne veut pas des « courants » comme ceux dont les socialistes se régalaient. Pas de frondeurs, pas de compromis, pas de synthèse : chez les Républicains on marche droit, derrière le chef.

Aide-toi le ciel t'aidera

J'espère que vous me pardonneriez cette longue analyse des Républicains, mais nous sommes à la veille d'un moment décisif : c'est maintenant ou jamais que les Républicains peuvent encore se donner une doctrine de nature à sauver la France du déclin, du désordre, du déchirement.

Mes spéculations ne sont pas très optimistes, parce que je connais, nous connaissons tous, les tentations, les fai-

que la rupture avec le socialisme, l'étatisme, le jacobinisme pour retrouver la liberté confisquée ou déformée par la classe politique depuis des lustres.

« Les Républicains » : voilà qui confirme que l'on veut être l'ami de tout le monde, qu'on préfère l'union. Madelin, et je lui ai dit mon désaccord, intitule son programme « Unir

La démocratie participative à l'intérieur du parti n'est pas prévue. Il va donc falloir un certain talent aux « équipes » de Sarkozy pour concevoir un programme assez bien pensé, assez réaliste, pour que tous les Républicains y adhèrent.

Un scénario moins optimiste est que le programme n'intéressera pas davantage les Républicains que les électeurs. On aura un programme parce qu'il faut en avoir : assez vague, assez pompeux, assez incohérent pour que personne ne s'en émeuve, ni au sein du parti, ni parmi les électeurs

blessés et les oublis de la classe politique.

La lucidité ne doit pas nous dissuader d'avancer. Je n'ai cessé de le dire depuis des années : c'est du côté de la société civile qu'est la solution. C'est notre mission d'hommes libres d'éclairer nos compatriotes. Ils sont aujourd'hui en quête d'un message, ils veulent un changement mais ne savent lequel. A nous de leur faire connaître les perspectives de la liberté, à nous de leur

pour Agir » avec la pancarte « Je suis Charlie ». Les « rassemblements », et notamment celui du 11 janvier, ne tiennent pas lieu de choix de société et n'inspirent aucun programme. Souvent ils annoncent la discordance, parce qu'il n'y a pas de doctrine ni de foi commune au départ.

potentiels. On a voté jadis pour réduire « la fracture sociale » : bien trouvé.

Mais alors, que deviennent les Républicains ayant encore quelque illusion, quelque conviction ? Je sais qu'il y avait quelques vrais libéraux à l'UMP, ou au moins quelques élus prêts à accepter certaines réformes libérales. Vont-ils se résoudre au silence ? Les investitures pour les régionales puis, plus sérieusement, pour les législatives, seront données au plus tôt à l'été 2016 : de quoi tempérer les ardeurs d'ici là.

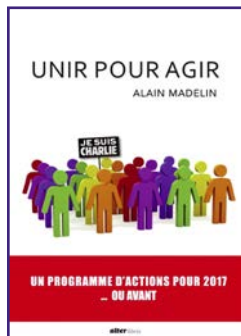
expliquer les idées et les réformes qu'elles appellent, à nous de raconter l'histoire de ces pays qui sont sortis de la crise et du désespoir pour retrouver la croissance économique et l'harmonie sociale. Républicains peut-être, mais Libéraux sûrement. Que la société civile libérale travaille à convertir la société politique qui, pour l'instant n'est que républicaine.

Jacques Garello

A l'occasion du 1er mai 2015

Lu pour vous : articles, revues, sites

Alain Madelin : Unir pour Agir



Nous avons analysé les deux premiers chapitres de l'ouvrage d'Alain Madelin « Unir pour Agir », et nous n'avons pas caché notre relative déception, parce que notre ami en restait à des considérations générales d'une inégale valeur. Le troisième chapitre, publié avec un léger décalage, correspond à ce qu'on pouvait attendre d'Alain Madelin : une analyse lucide, une connaissance des dossiers, une référence aux principes libéraux majeurs.

Ce chapitre traite d'abord des systèmes sociaux de notre pays. Il débute comme il se doit par calmer les craintes que le libéralisme inspire souvent mais injustement s'agissant du sort des plus démunis. Il faut un filet social, et la technique de l'impôt négatif est la mieux adaptée. Les retraites ? « *Les réformes paramétriques ont montré leurs limites* ». On passe à la capitalisation mais avec un système de points – vieille divergence avec mes propres recommandations. La santé ? Elle doit être gérée en fonction de « prix libres », grâce à une concurrence entre établissements de soins, entre praticiens (mais comment les rémunérer sinon par des honoraires libres), entre compagnies d'assurance, mais sans aller jusqu'à la « privatisation à l'américaine ». Les carnets de santé ne sont pas évoqués, encore moins le principe d'un paiement par le malade dispensé de toute retenue sur son salaire. Enfin, Madelin montre l'importance d'une « économie non marchande », celle des familles, des associations.

On passe ensuite à l'Etat, avec ce qui me semble le principe le plus simple et le plus libéral : « *Pour réduire la dépense publique, il nous faut réduire le périmètre de l'Etat* ». Et l'on doit faire de même au niveau des collectivités locales. Sur le statut des fonctionnaires, Madelin considère qu'il ne faut pas provoquer tous ces gens dont on a besoin pour rebâtir sur les ruines du service public : « *on a besoin d'eux dans la transformation de l'Etat* ». Ensuite de longs paragraphes sont consacrés à l'immigration, l'approche est dépassionnée et concrète. Premier théorème : « *l'intégration se fait par le travail* » d'accord. Deuxième théorème « *Ce n'est pas l'immigration qui fait échec à l'Etat Providence, ce sont les échecs de l'Etat Providence qui compliquent les solutions aux problèmes de l'immigration... Les quartiers dits « sensibles » ne sont que le miroir grossissant des échecs de l'Etat Providence* ». Toujours d'accord. La transition énergétique est réduite à un problème financier : trouver des fonds pour les énergies nouvelles. Enfin l'éducation bénéficie d'un court mais correct examen.

Que dire de plus ? On retrouve Madelin dans son art de la digression, se dispersant volontiers et aimant montrer en quoi un programme libéral aurait l'aval de Piketty, Rocard, Attali et Aubry : pas moins ! Combien son programme serait-il plus sympathique et mieux compris si l'auteur allait droit au but, tout en nous offrant ses formules brillantes comme diamants ! En tous cas, c'est à ma connaissance le premier naguère issu de la classe politique à s'occuper sérieusement d'un programme sérieux. On pourra en débattre avec lui, mais lisons d'abord son livre – gratuit.

Jacques Garelo

Alain Madelin UNIR POUR AGIR 3ème partie e-book sur Kindle ou sur le site Contrepoints



Emmanuel Martin, directeur de l'Institut for Economic Studies Europe, a organisé jeudi dernier un colloque international à Paris sur le thème « *France : le retour de la croissance ?* ».

La réponse était évidemment non, mais elle était donnée par un panel d'économistes de divers pays européens, et c'est ce qui était intéressant : comment les étrangers apprécient-ils les politiques du gouvernement actuel ?

Il y avait malgré tout quelques français dans le panel, dont Emmanuel Martin lui-même, Denis Jacquet, Pierre Garelo. IES travaille surtout au niveau européen, organisant chaque année plusieurs séminaires d'été pour les étudiants, on peut joindre IES par www.ieseurope.org

aleps

Nos fidèles abonnés doivent savoir que leur versement par chèque ou par internet est déductible pour moitié de l'impôt sur le revenu, et que nous adressons le CERFA nécessaire à ceux qui le demandent.

Ainsi il ne vous en coûte que 20 euros pour vous régaler chaque semaine de votre lecture favorite. Si vous voulez réellement payer 40 euros de votre poche, n'hésitez pas à faire un versement de 80 euros. Nous en avons bien besoin.



Connaissance du libéralisme

pour ceux qui s'inquiètent pour la moralité du marché ou le matérialisme du capitalisme

Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas traité, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

36 pages, 5 €

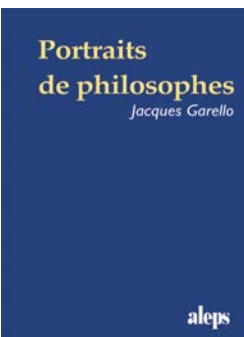


Se passer de l'Etat

à offrir à ceux qui craignent la disparition des écoles, des trains, de l'électricité, des théâtres, des musées et des stades

Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 5 €



Portraits de philosophes

pour nous persuader que la dignité de l'être humain est au cœur d'une société de libertés

D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc.

Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 5 €



Portraits d'économistes

une aide précieuse pour protéger lycéens et étudiants contre la désinformation des manuels d'économie

Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis aux 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 5 €

BULLETIN DE COMMANDE

- | | | | | |
|--|----|---|----|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Connaissance du libéralisme | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits de philosophes | 5€ | Frais de port : 1 ouvrage 2€ |
| <input type="checkbox"/> Se passer de l'Etat | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits d'économistes | 5€ | A partir de 2 ouvrages 6€ |

NOMPrénom

Adresse

E-mail

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et nous les faire parvenir à
ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4